



---

LES ACTES DU COLLOQUE 2019

# ENSEMBLE DÉVELOPPONS LES ACHATS RESPONSABLES !

---

26 septembre 2019



---

LES ACTES DU COLLOQUE 2019

**ENSEMBLE**  
DÉVELOPPONS  
LES **ACHATS**  
**RESPONSABLES !**

---

26 septembre 2019

---

## SOMMAIRE

### ECONOMIE LOCALE

**08**

---

### ENVIRONNEMENT

**14**

---

### INSERTION

**18**

---

### PASSER À L'ACTION

**24**


---

### ET DEMAIN ?

**30**

---





Introduction

## UNE JOURNÉE-DÉBAT INÉDITE...

... réalisée en partenariat avec le Réseau Gesat, et destinée à fédérer les acteurs de l'économie sociale et solidaire autour de grandes thématiques RSE. Pour André Laignel, elle « a pour objectif de diffuser les bonnes pratiques et les leviers, tant juridiques que techniques, permettant de lever les doutes et craintes concernant cette approche extensive de l'acte d'achat à tous les acteurs. »

# LES PLAIDOYERS DES INTERVENANTS

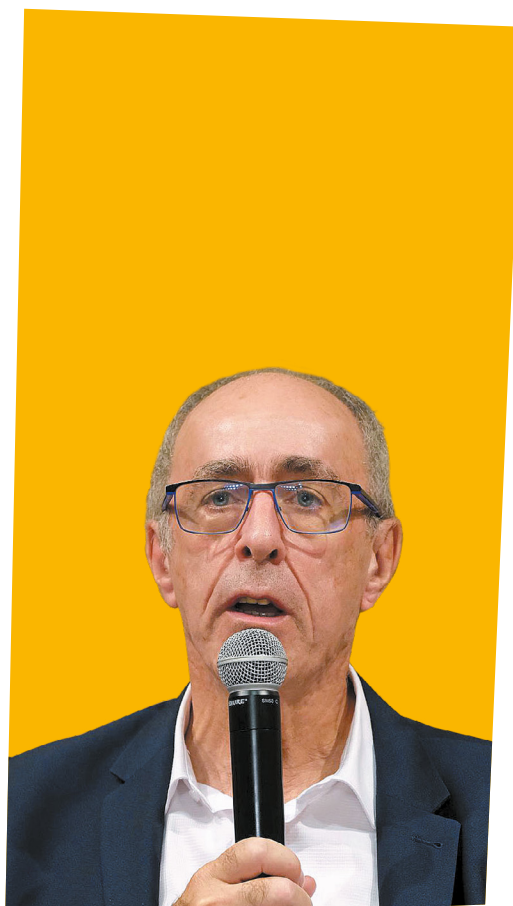
---

PASCAL CUNY

Nous avons **souhaité cette**  
**journée...**

... car le travail des personnes en situation de handicap s'inscrit dans une dynamique de responsabilité sociale des entreprises, par l'intégration dans l'économie locale et la protection de l'environnement à travers le choix de circuits courts et de meilleure valorisation des ressources naturelles. Un donneur d'ordres qui travaille avec des ESAT ou des EA active en effet souvent les circuits courts. Les travailleurs du STPA ne sont donc pas de simples garants d'une levée de pénalités quand le seuil de 6 % de travailleurs en situation de handicap n'est pas atteint... Ils sont un chemin qui conduit à l'objectif des achats responsables. Nous avons voulu réunir les acteurs de l'économie sociale et solidaire, les acheteurs et les responsables RSE. Objectif : favoriser une meilleure collaboration.

Mon souhait, à travers cette thématique, est de favoriser le travail de toute personne éloignée de l'emploi. C'est grâce à vous que les 2 250 acteurs, ESAT et EA, continueront d'innover en capitalisant sur ce qui fait leur force : l'accompagnement des travailleurs handicapés. Il s'agit donc aujourd'hui de faire progresser l'humain, dans le respect de son environnement. C'est le sens des démarches RSE. L'objectif est ambitieux mais le moyen est concret. Apprenons aujourd'hui ce que sont les achats responsables et qu'il est possible de les réaliser avec les établissements de travail protégé.



PASCAL CUNY

Président du Réseau Gesat

---

GILLES BON-MAURY

## La RSE, si l'on en croit les récentes études, n'est pas encore un concept clair pour nombre de nos concitoyens

Les professionnels eux-mêmes en donnent des définitions assez variables. Il était donc nécessaire que les parties prenantes se réunissent au sein d'une instance, pour définir la RSE. Le temps de la RSE est venu, tous les acteurs s'en emparent (le législateur français, l'UE, les Nations Unies). Les entreprises aussi se posent des questions. Comment contribuer positivement à l'avenir de la société? Tous les acteurs ne sont pas d'accord sur les réponses à apporter. Initiatives volontaires ou contraintes? Quel périmètre, sachant qu'il ne cesse de s'étendre, la société demandant de plus en plus de comptes aux entreprises? Pour y voir clair, notre plateforme travaille donc à apporter des réponses aux questions que lui posent le législateur et les parties prenantes.

On sait qu'une entreprise n'est pas égale à un produit. Elle incarne une chaîne de valeurs et une chaîne d'approvisionnement qui peut être très profonde. Mais ce qu'elle vend in fine façonne son image. C'est là-dessus qu'elle est jugée. L'acheteur intègre donc, dans la chaîne de production de l'entreprise, de la valeur. Cette valeur est mesurée sur les marchés, y-compris sur les marchés financiers. Les investisseurs s'intéressent en effet de près au contenu social et environnemental d'une chaîne d'approvisionnement. Sur le marché de l'emploi, aux yeux des jeunes diplômés, la RSE est aussi un critère. Que « contient » le produit vendu par l'entreprise? La récente

enquête « Entreprise et développement durable » a mesuré qu'une entreprise interrogée par un client sur les impacts sociaux et environnementaux de sa chaîne d'approvisionnement a huit fois plus de chances que la moyenne d'être exigeante à l'égard de ses propres fournisseurs. Cela signifie que cette exigence remonte les chaînes d'approvisionnement. Les directions d'achats sont donc un maillon de la chaîne de transformation des entreprises, qui amènera progressivement le tissu économique français à élever son niveau d'exigence.

---



GILLES BON-MAURY

Secrétaire permanent de la Plateforme RSE (France Stratégie)



Économie locale

QUEL RÔLE **L'ÉCONOMIE  
SOCIALE ET SOLIDAIRE**  
PEUT-ELLE JOUER DANS  
**LE DÉVELOPPEMENT  
ÉCONOMIQUE DES**  
TERRITOIRES?



# Contexte de la table-ronde

**ESAT - ENTREPRISE : un partenariat responsable à Bain-de-Bretagne ( 35)**

## Torréfacteur engagé, Lobodis entend participer à une filière économique responsable.

Élargie à toutes les parties prenantes jusqu'au consommateur final, l'approche de l'entreprise est orientée sur la qualité, le partage de la valeur ajoutée et le développement d'un avenir durable.

En faisant le choix d'implanter son site de torréfaction au cœur de l'ESAT « CAT-Notre Avenir » à Bain-de-Bretagne, Lobodis va jusqu'au bout de son engagement d'œuvrer à l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap. Un partenariat fort s'est ainsi progressivement installé. Entreprise et ESAT allient compétences et savoir-faire afin d'assurer un épanouissement personnel et social de chaque travailleur. Épaulé par les acteurs locaux de l'insertion et soutenu par les collectivités voisines, ce partenariat assure des conditions de travail favorisant le bien-être des travailleurs en situation de handicap tout en répondant aux objectifs de résultats. Sur le site de production, les postes sont adaptés à chaque personne et les horaires aménagés : l'entreprise devient source d'équilibre et d'épanouissement.

Plus globalement, Lobodis vise « l'accès à l'autonomie » de chacun de ses partenaires : grâce à l'accompagnement responsable et durable des producteurs d'une part et grâce à l'insertion sociale et professionnelle des personnes handicapées d'autre part. Avoir pour préoccupation le respect des hommes et des femmes sur l'ensemble de la filière modifie l'approche comme la mise en œuvre.

Cela devient le postulat de base à chaque projet et participe à une forte culture d'entreprise.

## LES PLAIDOYERS DES INTERVENANTS

— **LES EXPERTS :**  
**HÉLÈNE GEOFFROY**, Maire de Vaulx-en-Velin, Vice-Présidente de Grand Lyon, métropole de Lyon, Présidente de l'EPARECA  
**MAHEL COPPEY**, Conseillère municipale de Nantes, Vice-Présidente du RTES, Vice-Présidente de Nantes Métropole.

— **RETOUR D'EXPÉRIENCE :**  
**PASCAL CHESNAIS**, Directeur de l'ESAT « CAT-Notre Avenir »  
**FRANCK MOISAN**, Directeur adjoint de l'ESAT « CAT-Notre Avenir »  
**FRÉDÉRIC LEREBOUR**, Directeur de LOBODIS

— **LA PAROLE DU TERRITOIRE :**  
**YVES THÉBAULT**, Maire de Bain-de-Bretagne (35), 1<sup>er</sup> vice-président de Bretagne porte de Loire Communauté

— **PERSPECTIVES :**  
**LUCIE GRAS**, Déléguée Générale ESS France Déléguée générale de la Chambre régionale de l'Economie Sociale et Solidaire de Bourgogne puis de Bourgogne-Franche-Comté pendant près de 10 ans, Lucie GRAS est Déléguée d'ESS France depuis juin 2019.

---

LUCIE GRAS

## ESS France est la chambre française de l'économie sociale et solidaire

Cette structure a pour mission de favoriser le dialogue entre ses membres, de promouvoir l'économie sociale et solidaire et de défendre ses intérêts. Ma présence ici va permettre de valoriser l'ESS ainsi que l'engagement des ESAT et des EA en faveur de l'ESS. Avant de m'arrêter sur les a priori, je voulais déjà donner quelques chiffres sur l'ESS, qui représente tout de même 222400 établissements employeurs, 2,4 millions de salariés, soit 10,5 % de l'emploi salarié français et 14 % de l'emploi salarié privé pour 63 milliards d'euros de masse salariale. Ce n'est pas négligeable. Quelques grands principes rassemblent tous ces acteurs :

- La primauté de l'intérêt général ou collectif
- Une gouvernance démocratique (une personne, une voix)
- Une lucrativité limitée
- La primauté de la personne humaine sur le capital
- Un lien fort au territoire
- La liberté d'adhésion

Associations, coopératives, mutuelles, fondations, fonds de dotation et entreprises commerciales qui respectent ces valeurs entrent dans le cadre des statuts d'ESS France.

Je voudrais ajouter que l'ESS n'a rien d'archaïque. Elle est moderne et dynamique. Produits, services, organisation territoriale... Les entreprises innovent. Les sondages établissent que 63 % des jeunes, poussés par la quête de sens, veulent travailler dans l'ESS, où les moins de 30 ans ne sont aujourd'hui que 18 %. Au sein de ces entreprises, le résultat financier est toujours un moyen et non une finalité. Son usage est très encadré par la loi de 2014.

---

LUCIE GRAS

Déléguée générale ESS France

---

CHRISTIANE BOUCHARD

## Le RTES est un réseau de collectivités

Ce réseau des territoires pour l'économie solidaire compte 130 membres. Son rôle était d'abord de constituer un réseau pour les élus qui se sont vus confier cette nouvelle délégation. Au fur et à mesure, nous avons pu mettre en place des formations, pour les techniciens des collectivités et les élus. Nos études et publications font de nous un lieu-ressources. Nous assurons aussi un rôle de plaidoyer, aux niveaux national, européen et international.

Sur notre territoire, l'ESS est bien implantée, de longue date. Le rôle des acteurs publics a été de créer un écosystème favorable à son développement, sous la forme de plans pluriannuels de développement. Il faut souligner aussi qu'elle a résisté aux crises car elle répond à des besoins et qu'elle est bien ancrée localement. Elle est agile aussi et s'adapte aux nouveaux accents de la notion d'attractivité : qualité de vie, qualité de l'air, alimentation, espaces verts...

D'abord, du côté de la collectivité, nous avons un formidable levier : la commande publique, notamment à travers les schémas pour les achats publics responsables. Je voulais aussi citer l'exemple de la métropole de Rouen qui, depuis 2008, appuie le réseau des ESAT et entreprises adaptées pour repérer l'offre de services et valoriser les savoir-faire, sur des outils de communication communs. Troisième exemple : les partenariats d'innovation, comme à Lille où un nouvel espace est à l'étude pour intégrer la question du bien-être des personnes en situation de handicap à l'ensemble de la vie d'un quartier.

---



**CHRISTIANE BOUCHARD**

présidente du *RTES*, conseillère municipale de *Lille* déléguée à l'*ESS* et au commerce équitable

**YVES THEBAULT**

Quitte à choquer, je ne pense pas que les élus doivent montrer une bienveillance particulière...

... vis-à-vis des établissements de travail protégé. Comme toutes les entreprises, elles doivent être à la hauteur des attentes (fiabilité, qualité) et les portes s'ouvrent. Il faut simplement que nous nous fassions connaître et reconnaître.

**YVES THEBAULT**

Maire de *Bain-de-Bretagne (35)*, premier vice-président de *Bretagne porte de Loire Communauté*

**HÉLÈNE GEOFFRO**

L'*EPARECA* est un établissement public qui s'occupe de la restructuration des commerces...

... notamment dans les quartiers concernés par la politique de la ville et dans les cœurs de ville où les commerces sont en déclin.

Je suis Maire d'une ville de banlieue, au sein d'une métropole très attractive, où l'enjeu est de préserver les équilibres au sein des territoires de la métropole. L'économie sociale et solidaire est justement l'un des vecteurs qui permet à certains de pouvoir entrer plus rapidement dans le monde du travail. Sur les territoires de banlieue, en effet, l'accès à l'emploi peut être compliqué, y compris pour des personnes qui ne sont pas en situation de handicap. La création d'activités liées à l'*ESS* y est dynamique. Il faut structurer un réseau et un

accompagnement, pour en assurer la pérennité et réfléchir, en tant que collectivité, pour intégrer ce cercle vertueux.

Dans le même sens, nous réfléchissons du côté de la métropole de Lyon à la mise en place de pôles d'innovation sociale axés sur la politique de la ville, l'attractivité et la RSE, sous l'impulsion de têtes de réseau implantées sur notre territoire (scop, banques et autres acteurs de l'*ESS*), en lien avec les écoles (architecture, travaux publics de l'État) et la filière du BTP.

**HÉLÈNE GEOFFRO**

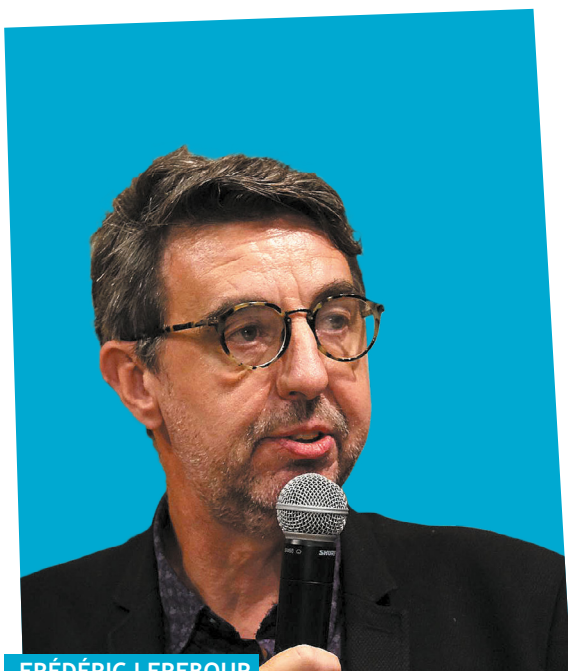
AMF, maire de *Vaulx-en-Velin*, vice-présidente du *Grand Lyon*, présidente de l'*EPARECA*

FRÉDÉRIC LEREBOUR

## Café Lobodis est torréfacteur depuis 1988

Installé entre Rennes et Nantes, nous sommes spécialistes des cafés pure origine, tracés, issus de 14 pays. Nous employons 27 collaborateurs et présentons 10 millions d'euros de CA, réalisés à 70 % dans la grande distribution française. Pour parvenir à ce résultat, nous avons misé sur les territoires. Nous avons travaillé dès 1993 à codévelopper les terroirs et territoires. 5 000 petits producteurs et 24 organisations de producteurs dans 14 pays bénéficient de cette démarche. En 1994, nous avons créé un site industriel atypique, en partenariat avec l'ESAT de Bain de Bretagne.

Ce que l'on vend aujourd'hui, ce sont des produits avec un niveau de qualité premium, du plaisir et une démarche cohérente et qui a du sens, de la terre à la tasse. On ne fait pas de « charity business ». Nous le devons aux personnes en situation de handicap. Ils ne sont pas un argument commercial.



FRÉDÉRIC LEREBOUR

Directeur de Lobodis

Une entreprise privée doit s'interroger sur son rôle et sa mission. Elle doit aussi prendre conscience de sa place dans une filière économique. C'est une question de choix. Les modèles économiques productivistes et capitalistes sont dépassés. Il faut changer de logique économique. L'entreprise doit devenir un véritable acteur, qui favorise le partage de la valeur ajoutée.

Ce que l'on a créé interroge la notion de partenariat. Quelles sont les clés pour qu'il fonctionne ? L'écoute, la proximité, l'échange. L'intégration des personnes en situation de handicap, nous l'avons fait nôtre, tandis que l'ESAT a fait siennes les exigences d'une PME vis-à-vis de ses clients. Il a fallu beaucoup de confiance mutuelle, de transparence pour aboutir à un co-développement et au partage de la valeur ajoutée.

FRANCK MOISAN

## Nous sommes devenus le service de production de Lobodis

Le partenariat s'est renforcé depuis un an. Lobodis a déménagé de Saint-Brieuc et s'est installé en face de nous. Les rencontres sont très régulières. La collaboration est à ce point resserrée qu'on ne se pose plus la question, au quotidien, de savoir quel salarié est rattaché à Lobodis et lequel est de l'ESAT. Cette intégration étonne tous les visiteurs. C'est très valorisant pour nos équipes, qui ne travaillent pas entre quatre murs et cela favorise l'inclusion par l'entreprise.

Il faut comprendre qu'on vend aussi une image, l'image de ce qu'on fait. Une production à bas coût est incompatible avec cette approche. Quand nous allons voir des clients, nous leur racontons notre histoire et le pourquoi de notre lien avec Lobodis.



LUCIE GRAS

## Cela me fait penser à un autre cliché...

... qui prétend que l'ESS est une économie subventionnée. Mais elle ne l'est pas plus que l'économie classique et paye aussi ses contributions à la solidarité nationale. Lorsque des subventions sont accordées, le retour sur investissement est très important (moins de chômage, de dépenses de santé...).

---



HÉLÈNE GEOFFROY

## Je voulais insister sur l'importance de ces partenariats

La transformation profonde qui est en cours, sous l'impulsion des élus en charge de l'ESS, doit permettre de voir cette dernière comme un levier de développement du territoire. Un partenariat peut cependant être encore plus étroit avec les ESAT et établissements qui accueillent des personnes en situation de handicap. On pense souvent au handicap moteur, mais peu aux handicaps psychiques ou mentaux. Telle est la prochaine phase de l'inclusion, à mon sens.

---



FRÉDÉRIC LEREBOUR

## Je ne nous sens pas victime

Notre projet d'entreprise est différent. Il est inscrit en toutes lettres sur notre packaging. La TVA différenciée, pourquoi pas... Car notre problématique est d'emmener le consommateur dans notre démarche, alors même que nous manquons de notoriété. Néanmoins, mon attente s'adresse plutôt aux acteurs des marchés publics. Faites confiance à vos PME, travaillez avec nous et venez nous rencontrer.

---



CHRISTIANE BOUCHARD

## Vous avez raison


Les marchés réservés aux entreprises de l'ESS sont encore récents. Mais il faut englober dans ces marchés publics les clauses d'insertion et les clauses environnementales. Tout ce qui tourne autour des achats innovants reste aussi à définir. Il faut s'engager dans ces démarches en formant les acheteurs des collectivités. Le simple fait d'allotir les marchés permet à des entreprises de petite taille de répondre à un certain nombre de marchés publics.

---



FRANCK MOISAN

Directeur adjoint de l'ESAT Notre Avenir

A man with a beard, wearing a dark t-shirt, is leaning over a shopping cart in a grocery store. He is looking down at the produce in the cart. The background is filled with various fruits and vegetables, including apples and potatoes. The lighting is warm and orange-toned.

---

Environnement

COMMENT PRENDRE  
EN COMPTE **LES**  
**PRÉOCCUPATIONS**  
**ENVIRONNEMENTALES**  
LORS DE L'ACTE D'ACHAT?

---

# Contexte de la table-ronde

« La ferme des possibles » :  
Une ferme urbaine à Stains (93)

Selon le dernier rapport des Nations Unies, en 2050 la population mondiale atteindra 9,7 milliards, contre 7,7 aujourd'hui. Plus des deux tiers seront alors citadins. Il est urgent de mettre en place des modes de production et de consommation à la fois plus responsables et plus durables. Le rapport du GIEC présenté en octobre 2018 prévient quant à lui que l'enjeu n'est plus seulement de limiter notre empreinte carbone mais de la neutraliser voire de la rendre négative. Il faut alors concevoir et réaliser des constructions avec un maximum de ressources locales, naturelles et recyclées.

À 6 kilomètres de Paris, sur la commune de Stains, La Ferme des Possibles est une ferme agricole urbaine de 1,3 hectare, engagée dans l'agriculture biologique et l'agroforesterie. Elle s'inscrit dans la tradition rurale et ouvrière de la ville de Stains qui a longtemps approvisionné Paris en denrées agricoles. À la fois lieu de production, de transformation, de commercialisation, d'insertion et de formation professionnelle. La Ferme des Possibles sera une vitrine pédagogique de sensibilisation à la permaculture et au développement durable.

À la pointe de l'innovation architecturale éco-responsable dans sa conception et sa construction, la Ferme des Possibles sera inaugurée début 2020. Bioclimatique, sobre en ressources aussi bien en phase de construction qu'en phase d'exploitation, son bâtiment a été pensé selon une empreinte écologique minimale (négative dans sa conception), utilisant des matériaux bio-sourcés, locaux, réemployés ou issus d'un recyclage in situ, à très basse énergie grise. Ce modèle s'inscrit dans les approches expérimentales dites « complémentaires », mixant à la fois technologies high-tech et low-tech. La performance énergétique du bâtiment, analysée et améliorée au fur et à mesure, se basera à la fois sur des données chiffrées mais aussi les retours d'expériences des utilisateurs.

Pilotée par la société coopérative d'intérêt collectif Novaedia, la Ferme des Possibles veut répondre à une mission large d'intérêt commun : faire en sorte que les ressources des uns répondent aux besoins des autres.

## LES PLAIDOYERS DES INTERVENANTS

### — LES EXPERTS :

#### GILLES PÉROLE

Adjoint au Maire de  
Mouans-Sartoux (06)  
Président de  
la commission  
Restauration scolaire  
à l'AMF

### — LE RETOUR D'EXPÉRIENCE :

#### MEHDI NABTI

Directeur du Pôle  
Médico-social LRS93,  
Président de la  
Coopérative NOVAEDIA  
IDIATOU DIALLO  
Maîtrise d'Ouvrage  
Résilience – Direction  
Aménagement &  
Agriculture Urbaine  
(NOVEDIA)

### — LA PAROLE DU TERRITOIRE :

#### AZZEDINE TAÏBI

Maire de Stains (93)

### — LES PERSPECTIVES :

#### SARAH SCHÖNFELD

Directrice du Comité 21  
Gérard Feldzer,  
Consultant

IDIATOU DIALLO

## Novaedia veut développer une filière qui va de la graine à l'assiette...

... pour des prestations de restauration et de livraison de paniers. A Stains, une population pauvre et éloignée de l'emploi côtoie une zone économique exceptionnelle. L'objectif est de faire le lien entre les deux. Nous cherchons à développer différents canaux de distribution, pour un modèle économique de ferme urbaine qui soit viable. On procède en binôme qui fonctionne très bien, avec d'un côté des jeunes autonomes mais peu expérimentés et de l'autre des personnes très expérimentées mais pas forcément autonomes. Nous produisons de la graine à l'assiette. Mais nous

sommes actuellement en plein effort de structuration, avec l'émergence d'un bâtiment biosourcé, pour rassembler nos activités. L'ouverture est prévue en 2020.

À la Ferme des possibles nous voulons évidemment travailler avec les écoles. Mais notre ferme est assez petite. La population alentour est très importante. Nous travaillons donc davantage sur des lots réservés, comme les aromates. L'ESS est plus agile, pour innover et avoir ces idées. Nous subissons moins de freins pour innover que les entreprises classiques.

IDIATOU DIALLO

Cheffe de projet (Novaedia)



MEHDI NABTI

Responsable de pôle (LR93)





GILLES PÉROLE

## Nous croyons à l'exemplarité de la collectivité

Dans le domaine de la restauration collective, le Grenelle de l'environnement avait défini un objectif de 20 % de bio. Nous sommes en dessous des 4 %. Nous avons voulu aller vers le 100 % bio et sans surcoût, pour 1 200 repas quotidien pour 3 écoles. Nous payons les aliments au juste coût et nous avons réduit de 80 % le gaspillage alimentaire. Nous avons créé une régie municipale agricole, qui embauche trois maraîchers, pour produire nos propres légumes (85 % de nos besoins). On peut même dire que c'est facile. Il faut être ambitieux, pour deux raisons. Il faut d'abord avoir pris conscience de l'enjeu. Il ne s'agit pas uniquement de satisfaire la loi. Nous avons d'abord voulu changer nos pratiques.

GILLES PÉROLE

Adjoint au maire de *Mouans-Sartoux (06)*, président de la commission restauration scolaire (AMF).

MEHDI NABTI

## C'est un projet qui a débuté il y a cinq ans


Nous avons récupéré un ancien terrain de jardins ouvriers, sur d'anciennes terres maraîchères tournées vers la basilique de Saint Denis. Nous avons produit sur ce terrain, en démarche de conversion Bio. Nous avons créé une coopérative, pour intégrer tout un panel d'associations qui promeuvent l'emploi. La communauté de communes et le département sont aussi parties prenantes.

Un ESAT qui existait déjà a rejoint le projet et s'occupe de la restauration. Un second ESAT s'occupe des espaces verts. Nous avons donc créé des

binômes avec d'autres personnes en réinsertion qui nous ont rejoints.

La vitesse d'exécution n'est pas toujours celle que l'on voudrait. On le constate sur le terrain, nous sommes obligés d'aller doucement, vu la vulnérabilité des personnes que l'on accompagne. A petits pas on avance mieux.

On nous traite encore de fous, mais il faut croire en ses rêves et persévérer. Les acheteurs qui nous font confiance continuent de travailler avec nous.



Insertion

# COMMENT LES ACHATS RESPONSABLES PEUVENT-ILS **FAVORISER L'INSERTION DES PERSONNES ÉLOIGNÉES DE L'EMPLOI?**

---

# Contexte de la table-ronde

« Watt Elle's »

**En 2018, Le Conseil Départemental 93 a souhaité enclencher une nouvelle dynamique en faveur de l'emploi des femmes.**

En Seine-Saint-Denis, 1 femme sur 5 est concernée par le chômage (source : Insee, 2016). Beaucoup d'entre elles sont peu formées et souvent peu informées des débouchés professionnels des métiers dits « techniques », souvent associés à un univers masculin. Dans le cadre de ce projet pilote, le Conseil Départemental a sollicité une quinzaine d'entreprises partenaires. La Fondation Agir Contre l'Exclusion, basée en Seine-Saint-Denis, a quant à elle identifié 9 femmes pour suivre une formation en alternance de deux ans, débouchant sur la validation d'un BAC Pro MELEC (Métiers de l'électricité et de ses environnements connectés). Cinq femmes ont ainsi intégré les équipes d'ENGIE, groupe industriel énergétique, engagé dans une forte démarche RSE d'insertion. Elles y entament aujourd'hui leur seconde année de formation. En plus de l'acquisition de compétences techniques, elles participent à la reconnaissance du travail des femmes au sein d'un milieu d'hommes. Cela participe d'une valorisation à la fois professionnelle et sociale.

L'implication de tous les partenaires : collectivités territoriales, entreprises et acteurs de l'insertion est une nécessité mais aussi un gage de réussite.

Une « deuxième promotion » entamera cette année le cycle de deux ans d'alternance. Elles seront désormais près d'une quinzaine à se lancer dans cette nouvelle voie professionnelle, motivées par ces perspectives.

## LES PLAIDOYERS DES INTERVENANTS

— LES EXPERTS :  
**YOHAN DAVID**,  
Vice-président Alliance  
Ville Emploi  
**OLIVIER CHEVRIER**,  
Délégué régional IDF  
(ANDICAT)  
**FABRICE PRÉAULT**,  
Vice-Président de  
la Fédération des  
Entreprises d'Insertion

— LE RETOUR  
D'EXPÉRIENCE :  
**CARLINE MAUGY**,  
Responsable Diversité  
(ENGIE)  
**MADAME LINGANI**,  
Témoin du programme  
« Watt Elle's »

— LA PAROLE DU  
TERRITOIRE :  
**DALILA BENFEDDA**,  
Chargée de Projets  
- Référente Egalité  
F/H au sein du Conseil  
Départemental de Seine-  
Saint-Denis

— LES PERSPECTIVES :  
**ALEXIS GOURSOLAS**,  
Responsable du service  
stratégie et analyse des  
politiques publiques à la  
Fédération des acteurs  
de la solidarité (FAS)

---

OLIVIER CHEVRIER

## Andicat est l'Association nationale des directeurs et cadres d'ESAT

Je siège aussi au bureau d'Andicat, pour représenter les ESAT, davantage sur les réalités sociales, les lois et les réformes.

Nous avons besoin, nous, de trouver des marchés et nous sommes aussi concurrents, avec des solutions différentes. Les interlocuteurs qui ont l'habitude de travailler avec les entreprises adaptées ou ESAT comprennent vite où est leur intérêt. Le plus dur, c'est de passer ce premier pas. Et

quand les marchés sont très importants, il y a peu d'association du type du Gesat, un interlocuteur qu'il faut privilégier.

Il y a 3 000 ESAT en France, mais ils ne travaillent pas ensemble. Isolément ils n'ont pas la capacité de répondre et c'est très compliqué pour les personnes qui gèrent ces marchés de les dimensionner pour nous.

---

OLIVIER CHEVRIER

Délégué régional IDF (ANDICAT)

---

FABRICE PREAULT

## Je représente un réseau national, la Fédération des Entreprises d'Insertion

Le principe de ces entreprises est la mobilisation d'un modèle économique pour permettre un projet social et environnemental. L'entreprise peut permettre l'insertion par l'emploi. Les personnes restent dans ces entreprises maximum deux ans. Je pense qu'on nous enferme dans des dispositifs, auxquels les non-initiés ne comprennent plus rien. On s'est enfermés entre experts. Or, les enjeux sont importants. Nous ne serons pas dans une société enviable et durable, tant qu'elle consomme en six mois les ressources annuelles de la planète et qu'elle exclut de manière persistante deux millions de personnes. Une société prospère et durable doit en revanche avoir un modèle économique viable. Il faut maintenant se rencontrer, faire bouger les lignes.

Je reviens sur le public. Dans mon entreprise, sur la région Ouest, sur 50 personnes en insertion, 30 attendent des places en EA. Les publics sont donc très proches et je n'ai pas honte de dire que dans l'entreprise d'insertion, on salarie des personnes

qui relèvent de l'entreprise adaptée. Quant aux marchés réservés, la fédération des entreprises d'insertion est contre. On est aussi bon que le secteur marchand. N'ayons pas peur. Soyons forts professionnellement et techniquement.

On nous enferme dans un dispositif. Or, moi, je veux refaire le monde. Bien sûr que nous sommes parfois concurrents. Mais le problème n'est pas là. Nous sommes contingentés. Le plan pauvreté va nous donner 100 000 postes de plus de personnes à accompagner. Nous allons passer de 140 000 à 240 000 postes. On est loin des deux millions évoqués. Que fait-on pour être à la hauteur de nos enjeux sociétaux? Or, nous avons des hauts de bilan qui pourraient servir plus largement notre petite boutique. Par exemple, l'émergence de l'association Utopreneurs, née du rapprochement entre La fédération des entreprises d'insertion et l'Union Nationale des Entreprises Adaptées (UNEA), doit trouver des marchés et des activités à la hauteur des enjeux.

---

FABRICE PREAULT

Vice-président de la Fédération des Entreprises d'Insertion

ALEXIS GOURSOLAS

## La question qu'il faut se poser, si je suis acheteur public est...

... qu'est-ce que je veux soutenir? Si je parle de l'insertion par l'activité économique, en faisant un marché réservé, je soutiens l'activité économique de la structure d'insertion économique. Si je mets en place une clause sociale, c'est la possibilité de créer une passerelle avec l'entreprise de droit commun. Ce sont deux choix très différents.

Nous préférons pour notre part la clause sociale. L'objectif est en effet que les personnes sortent de l'EI et aillent vers l'entreprise. Les marchés réservés nous font craindre un effet d'éviction, aux dépens des clauses sociales.

ALEXIS GOURSOLAS

Responsable du service stratégie et analyse des politiques publiques à la *Fédération des acteurs de la solidarité (FAS)*

YOHAN DAVID

## L'Alliance Villes Emploi est une **fédération de collectivités territoriales**...

... qui les accompagne et les outille pour agir dans les domaines de l'emploi et de l'insertion professionnelle. Ce réseau permet de développer les compétences adaptées aux défis actuels.

J'ai pour ma part une vision d'élu local. J'ai eu l'ambition de partir des publics. Sur un territoire, on a tous les types de public. Les dispositifs sont nombreux et laissent apparaître qui est touché et qui ne l'est pas. On a trouvé qu'en mettant les acteurs ensemble, à la mairie, on les aide à se décroiser et à travailler en groupe. Les acteurs entre eux ont une capacité d'innovation supérieure aux institutions.

Les élus doivent piloter. Mais on ne pilote pas en imposant. Si vous favorisez un métier qui n'est pas recherché par une entreprise, la passerelle n'a pas de sens. Il faut travailler sur des clauses d'insertion pour des métiers recherchés par les entreprises. Ensuite il faut amener l'entreprise à revoir sa vision sur les personnes porteuses de handicaps. On a beaucoup avancé, mais on n'est même pas au milieu du chemin.

YOHAN DAVID

Élu bordelais et vice-président d'*Alliance Villes Emploi*



OLIVIER CHEVRIER

## Andicat est l'**Association nationale des directeurs et cadres d'ESAT**

Concernant les ESAT, nous accueillons par définition un public qui ne peut pas aller travailler en entreprise classique. On nous pousse à l'insertion, à les faire embaucher ailleurs, mais aucune entreprise ne veut embaucher ces profils. Nous avons donc notre rôle et nous avons besoin d'être soutenus. Avant toute chose, nous avons besoin de rencontres avec les acteurs économiques. C'est la raison pour laquelle je suis présent aujourd'hui. On arrive ensemble à construire des projets qu'on n'imaginerait pas.

CARLINE MAUGY

## Nous profitons cette table ronde pour dire combien, dans le groupe, nous croyons à l'insertion

Nous essayons de mettre en place des partenariats locaux. A Lyon, nous nous sommes associés avec les prescripteurs de l'emploi pour aller présenter nos métiers à 80 femmes en recherche professionnelle, pour présenter nos métiers techniques et lever les préjugés. Vingt de ces femmes sont en parcours de stage à ce jour. Cette action nous mène au programme Watt Elle's, un dispositif commun avec le département du 93, qui nous a aidé au montage d'une promotion de femmes en alternance. Elles sont formées à nos métiers pour pouvoir être embauchées ensuite ou poursuivre leurs études. Mme Lingani est une bénéficiaire et Mme Benfedda nous accompagne.



CARLINE MAUGY  
responsable Diversité (ENGIE)



M<sup>ME</sup> LINGANI

Témoignage du programme Watt Elle's

M<sup>ME</sup> LINGANI

## En 2016, mon conseiller Pôle Emploi m'a conseillé une formation de magasinier-cariste

J'étais la seule femme sur 16 participants. Pourquoi nous empêcherait-on d'aller vers ces métiers ? Un jour, on me propose une formation avec Engie, intitulée MELEC (métiers de l'électricité et des environnements connectés). Cela m'a conduit en stage à la maintenance à l'opéra de Paris. Nous sommes neuf, dont six chez Engie, au sein du programme Watt Elle's. Nous sommes toutes les deux semaines en alternance école/entreprise. J'ai obtenu mon BEP, je vais passer le Bac pro et m'orienter ensuite vers un BTS. Toutes les neuf, nous avons décidé de persévérer car, une fois entrées dans ce métier, on s'y accroche vraiment. Mettre en lumière les artistes à l'Opéra et les voir satisfaites de leur prestation, c'est pour nous la marque que nous accomplissons quelque chose de positif.



**DALILA BENFEDDA**

Chargée de projets et référente Égalité F/H  
au conseil départemental de *Seine-Saint-Denis*

**DALILA BENFEDDA**

## La mixité dans l'emploi, c'est un enjeu pour nos entreprises et les pouvoirs publics.

Le département 93 compte plus de 83000 allocataires RSA et nous sommes chefs de file sur ce sujet. Nous développons donc des actions innovantes. Les entreprises sont le nerf de la guerre et nous en comptons un certain nombre engagées en faveur de la RSE et avec lesquelles on peut construire. Avec Watt Elle's nous avons voulu faire tomber des barrières psychologiques ou culturelles. L'entreprise est moteur, avec un organisme de formation qui a accepté d'intégrer une classe de femmes adultes. La fondation Agir contre l'exclusion a aussi été un appui. Cette articulation a permis de faire la promotion de cette action chez tous les acteurs du territoire.

Oui, nous anticipons les métiers de demain. Et nous voulons répondre à des besoins présents en trouvant des solutions autour de l'insertion et de la diversité. On ne fait pas du social pur. Cela répond à de vrais enjeux d'entreprise de société et de territoire. Au passage, nous évoluons tous dans nos pratiques managériales.



**YOHAN DAVID**

## Deux choses essentielles ont été montrées sur le terrain de l'insertion...

... des parcours montrent que des personnes sont des potentiels, dont nous n'avons pas conscience et eux non plus quand on les rencontre la première fois. C'est un potentiel de travail bien fait, in fine, qui laissera l'acheteur satisfait. On veut toujours faire de la RSE, sans rogner sur la qualité. Sur tous les territoires, à des échelles différentes, il se passe de belles choses. Les acteurs ont besoin que l'achat public serve d'exemple.



**FABRICE PREAULT**

## Si l'Etat jouait son rôle...

... et passait de 10 à 20 % on doublerait le chiffre d'affaires de l'IE. Il y a donc un peu d'hypocrisie autour du plan de pauvreté. Il nous manque l'activité économique et il me semble que l'achat responsable est un excellent levier.



**OLIVIER CHEVIRER**

## Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas de seuils ou de clauses...

... c'est de rencontres avec les acheteurs, pour leur dire : « vous ne prenez pas de risque, vous vous y retrouverez ». Nous pourrions voir ce que nous ferons ensemble. Tout est à créer.

A photograph of three people in a meeting, overlaid with a yellow text box. The image has a warm, orange-toned filter. The people are looking at a laptop screen. The text 'Passer à l'action' is positioned above the yellow box.

---

Passer à l'action

APPELS D'OFFRES PRIVÉS  
ET MARCHÉS PUBLICS :  
COMMENT **BOOSTER LES**  
**ACHATS RESPONSABLES**  
DEMAIN ?

---



# Contexte de la table-ronde

**LA CLAUSE SOCIALE HANDICAP: un outil pour favoriser l'emploi des personnes handicapées**

L'achat socialement responsable est l'achat qui répond au volet social du développement durable. Ses modalités sont diverses : clause sociale d'insertion, clause sociale handicap, clause sociale jeunes décrocheurs, marchés réservés ...

Les achats responsables participent à la mise en place d'une politique RSE ambitieuse. La dimension sociale fait ainsi partie intégrante d'une stratégie d'achats.

Comment faire ? Les clauses sociales d'insertion permettent d'intégrer des considérations liées à la lutte contre le chômage et les exclusions dans les appels d'offres publics. Elles favorisent de fait l'accès des structures d'insertion par l'activité économique à la commande publique.

Fort de cette réflexion, le Réseau Gesat, accompagné par Patrick Loquet, expert des Achats socialement responsables, propose une clause sociale « Handicap » permettant une sensibilisation plus particulière à la reconnaissance et à la valorisation des compétences des personnes en situation de handicap.

La clause sociale Handicap a pour objectifs : de favoriser le travail de personnes en situation de handicap dans le cadre d'un marché public sans avoir recours à un marché réservé ; d'inciter les prestataires ESAT et EA à répondre, ou à être sollicités, dans les clauses d'insertion ; de surpasser les contraintes liées aux marchés réservés (exemple : impossibilité de cotraiter avec d'autres acteurs économiques, risque d'inférieur etc.) ; d'associer les prestataires du Secteur du Travail Protégé et Adapté sur des marchés qui, même allotés, ne semblent pas de prime abord en adéquation avec les capacités d'intervention des ESAT et des EA.

« La clause sociale Handicap est un véritable levier opérationnel pour les entreprises publiques dans l'atteinte de leurs objectifs de marchés clausés. Mais elle peut également devenir un outil efficace pour les entreprises privées, engagées dans la mise en oeuvre d'une politique handicap ambitieuse ».

Hugo MUSZCZAK, Analyste Achats (Réseau Gesat)

## LES PLAIDOYERS DES INTERVENANTS

### — LES EXPERTS :

**FLORA VIGREUX**,  
Adjointe au chef  
de bureau Economie  
Statistiques et  
techniques de l'achat  
public – Direction  
des Affaires Juridique  
(Bercy)

**PIERRE LE GOFF**,  
Référént du Groupe  
de Travail Commande  
publique à l'AMF -  
Maire de Guimaëc (29)  
**FLORIAN LANCHANTIN**,  
Chargé de mission  
Politique de l'achat  
public durable -  
Ministère de la de la  
Transition Écologique  
et la Transition  
Écologique et Solidaire

### — LE RETOUR D'EXPÉRIENCE :

**DAPHNÉ MILLET**,  
Directrice RSE (ICADE)  
**JEAN-FRANÇOIS PAPE**,  
Directeur des Achats  
(ICADE)  
**PATRICK LOQUET**,  
Maître de conférences en  
droit, Consultant achats  
socialement responsables

### — LES PERSPECTIVES :

**NATHALIE LEROY  
DELEVILLE**, Déléguée  
Générale du Conseil  
National des Achats  
(CNA), Déléguée  
générale du CNA depuis  
janvier 2018, Nathalie  
Leroy Deleville  
a travaillé pendant  
de nombreuses années  
au sein de la Direction  
Achats de la SNCF.

---

NATHALIE LEROY DELEVILLE

## C'est une fonction en pleine mutation

L'acheteur n'est plus un simple approvisionneur. L'acheteur occupe une position privilégiée, comme interface entre l'interne et l'externe. Dans le privé comme dans le public, il doit relever des défis importants : croissance, rentabilité, qualité et maintenant responsabilité sociale et ses différents axes d'action.

On assiste à une évolution vers un rôle de gestionnaire des ressources externes, un poste de première ligne.

Nous essayons d'intervenir sur ces sujets, à l'occasion du salon du handicap et sur des ateliers. Nous constatons la présence de nombreux freins et de peurs. Nous constatons dans les structures publiques et privées de gros écarts de maturité. Nous devons jouer un rôle d'accompagnement, pour expliquer les aspects juridiques et monter

que l'offre proposée par les ESAT et EA est maintenant beaucoup plus fournie. Un récent salon a vu intervenir des représentants du Crédit Agricole et Enedis, qui font appel à ce secteur pour des prestations informatiques.

Il faut aussi que cette préoccupation soit portée au plus haut niveau, par les organisations privées et publiques. Le CNA (Conseil National des Achats) a co-créé la charte « Relations fournisseurs responsables » et le label « Relations Fournisseurs & Achats Responsables ». Parmi les 45 entités labellisées à ce jour figurent des acteurs privés et publics. Cette impulsion au plus haut niveau permet l'infusion et la simplification des bonnes pratiques.

---

NATHALIE LEROY DELEVILLE

Déléguée générale du conseil national des Achats (CNA)

---

JEAN-FRANÇOIS PAPE

## J'ai rejoint Icade il y a 18 mois

La RSE est vraiment inscrite dans l'ADN de la société, d'autant que notre marché fournisseurs est très local. Nous achetons 800 millions d'euros de travaux sur 1 milliard d'euros d'achats. Les travaux sont majoritairement des achats très locaux.

Je n'ai pas la solution immédiate. Je suis persuadé que l'on peut faire beaucoup mieux, en s'organisant dans ce domaine du stockage, qui est déterminant. Dans notre domaine, les certificats d'économie d'énergie peuvent être un levier pour surperformer énergétiquement des bâtiments et bénéficier de subventions permettant de financer ce stockage.

Pour ma part, j'essaye d'être très pragmatique. Pour moi, promoteur, achat responsable, cela recouvre plusieurs éléments, parmi lesquels l'accès à des coûts maîtrisés et le recours à des entreprises locales. Pour ce deuxième point, je travaille tous les jours au référencement d'entreprises extérieures. Je confronte notre cahier des charges RSE avec les pratiques des entreprises ancrées dans les territoires. De même, notre politique responsable nous a conduits à qualifier des produits pour construire durablement.

---

JEAN-FRANÇOIS PAPE

Directeur des Achats (ICADE)

---

DAPHNÉ MILLET

## Nous avons au niveau du groupe une politique RSE qui prend en compte tous les enjeux environnementaux...

... sociétaux du secteur de l'immobilier. Et ils sont nombreux, vu nos impacts sur le changement climatique, notamment. Chez Icade, notre stratégie d'achats responsables est engagée depuis 10 ans. Il nous reste encore beaucoup à faire. Nous avons démarré auprès du secteur du travail protégé/adapté, dès 2010. Nous avons systématisé les clauses d'insertion sur nos chantiers, avec des objectifs chiffrés. Nous avons pris d'autres engagements pour l'emploi de matériaux durables. Plus récemment enfin, nous avons intégré les clauses RSE pour chaque consultation de nos fournisseurs. Enfin, nous avons monté un groupe de travail avec l'OID (Observatoire de l'immobilier durable) pour définir les quatre critères clés, à transmettre à nos fournisseurs à l'occasion de nos consultations. La RSE est un métier de conduite du change-

ment. On ne peut pas imposer les choses. Il faut convaincre et l'exemple du réemploi est excellent. Tout le monde est gagnant. On réduit les coûts, l'impact carbone, l'impact sur les ressources. Sans compter que l'on crée des emplois locaux. Sur d'autres sujets, il est parfois plus difficile de convaincre. Les achats responsables sont une réalité à dimensions multiples. Pour les achats auprès du secteur adapté, les barrières psychologiques sont plus hautes, avec des préjugés sur l'efficacité. Il faut convaincre individuellement. A travers le guide que nous avons conçu avec l'OID (Observatoire de l'immobilier durable), nous avons voulu donner un outil très pratique et utilisable par les acheteurs. Il repose sur quatre critères, appliqués à chaque famille de métier. Nous nous sommes réunis avec l'équipe achats et des techniciens sur des consultations précises pour adapter nos critères. C'était une manière simple d'appliquer des critères RSE à notre politique achats, de manière coordonnée avec nos ambitions. Pour nuancer, nous sommes obligés d'avancer au cas par cas. Nous n'avons pas aujourd'hui toutes les solutions.

---



DAPHNÉ MILLET

Directrice RSE (ICADE)

FLORA VIGREUX

## J'attire l'attention sur l'obligation de prise en compte...

... des objectifs de développement durable dans la définition des besoins. C'est souvent une obligation méconnue. C'est un premier levier important pour sensibiliser les acteurs sur l'existence d'autres leviers.

Je rebondis aussi sur le sujet des certificats d'économie d'énergie, sur lesquels nous travaillons en ce moment. Toute la documentation pour rassurer est sur le site de Bercy. Vous trouverez une fiche sur la définition des besoins, d'autres fiches sur les leviers existants ainsi que des guides. Il faut dépasser ses peurs.

L'Observatoire économique de la commande publique exploite des données remontées par les acheteurs publics. Elles contiennent deux variables importantes : les clauses sociales et les clauses environnementales. Même si c'est une obligation, nous n'avons pas forcément une remontée exhaustive. Mais cela nous permet d'avoir une tendance. Nous sommes en deçà des objectifs, même si la tendance est à la croissance. Il ne faut pas hésiter à remonter vos données. Cela nous donne des éléments et nous permet de nous poser des questions. Nous pourrions aussi mener un travail sur ces données avec tous les acteurs locaux, pour aller plus loin. Par exemple, nous aimerions savoir, parmi les clauses sociales, combien sont des marchés réservés ? En 2020, nous lancerons un projet de mise à plat de ces données, pour en récupérer automatiquement, sans alourdir la charge de travail.

FLORIAN LANCHANTIN

## Je précise en préambule que je fais partie du commissariat...

... général au développement durable et du bureau de l'exemplarité du service public. Nous y abordons le thème de la commande publique durable. L'achat public durable est reconnu par la charte de l'environnement et consacré par la loi de transition écologique vers la croissance verte (LTECV 2015). L'achat public durable évolue à son rythme. L'Etat a fixé deux objectifs pour son plan national d'action pour les achats publics durables (PNAPD 2014) : 25 % d'intégration de dispositions sociales dans ses marchés publics et 30 % de dispositions environnementales.

Pour favoriser le travail des acheteurs dans l'intégration des dispositions sociales, la prise en compte de l'élu est en effet primordiale. Puis, les grandes préoccupations sont de s'assurer de l'absence de risque juridique (non-respect des fondamentaux de la commande publique) et de disposer de suffisamment de temps pour mener correctement le travail d'étude, de sourçage et d'échange avec les prescripteurs et les élus. Or, il faut reconnaître que les acheteurs publics ont peu de temps pour se former et ne sont pas toujours soutenus par leur structure.



FLORA VIGREUX

Direction des Affaires Juridiques (Bercy)  
et adjointe au chef de bureau Économie,  
statistiques et techniques de l'achat public.

PATRICK LOQUET

## Pour ma part, j'ai commencé en 1995 à faire des clauses sociales d'insertion

Chaque territoire ajoute aujourd'hui son poids d'expérience. Mais il faut reconnaître qu'il y a encore beaucoup de travail pour améliorer l'achat socialement responsable. Globalement, je reste convaincu que nous sommes face à un problème de formation. Dans le secteur public, en particulier, où c'est excessivement compliqué. La formation reste essentielle. Depuis 25 ans, je me suis rendu

dans beaucoup de départements et de régions. Le code de la commande publique offre des possibilités extraordinaires, mais bien souvent les acheteurs publics ne les utilisent pas. La frilosité des collectivités est grande ! La clause sociale handicap permet à un acheteur, quand il le veut, de privilégier pour sa commande publique les personnes en situation de handicap, là où ailleurs on peut privilégier celles en situation de chômage. Il suffit d'écrire cette clause, de la communiquer et de l'expliquer. Les entreprises françaises, pour la majorité, sont citoyennes. Elles jouent le jeu mais veulent en revanche être accompagnées et que leur soient proposées des solutions.

Quand vous avez un acheteur face à vous, qui se trouve au stade de l'avant-marché détaillé, il peut faire une clause sociale d'insertion, éventuellement une clause sociale handicap. Il peut aussi faire un marché réservé insertion... La multiplicité impose une anticipation, laquelle suppose d'être formé et structuré. Un comité de pilotage implique la présence d'un élu qu'il faut pouvoir convaincre... sans compter le directeur général des services !



FLORIAN LANCHANTIN

Chargé de mission (ministère de la Transition Écologique et Solidaire, politique de l'achat public durable)



PATRICK LOQUET

Maître de conférences en Droit, consultant achats socialement responsables



---

Et demain ?

## LES CONCLUSIONS DU COLLOQUE

L'insertion sociale par le travail représente un enjeu sociétal et fait partie, à ce titre, des objectifs prioritaires des politiques RSE des entreprises privées et publiques. Dans ce cadre, les 2 250 ESAT et EA ont toujours su créer et proposer des dispositifs d'accès à l'emploi aux personnes en situation de handicap, leur assurant une inclusion tant sociale que professionnelle et apportant par la même occasion une réponse à l'Obligation d'Emploi de Travailleurs Handicapés (OETH) de leurs entreprises clientes.

---

# LES PLAIDOYERS DES INTERVENANTS

THIBAUT GUILLY

Le conseil que je préside s'est d'abord appelé **conseil de l'inclusion par l'activité économique**

Mais le raisonnement par dispositif a montré ses limites. Le vrai sujet est la cause, ce que l'on doit faire avancer : l'inclusion dans l'emploi, pour toutes les catégories de personnes. Une société qui n'est pas capable de permettre à chacun de participer aux échanges sociaux et économiques est une société qui dysfonctionne et qui pèse sur les citoyens, les collectivités et les entreprises.

Pourquoi inclusion plutôt qu'insertion. Pour ne pas voir d'abord le chemin que les personnes doivent faire pour s'insérer, mais pour mettre en avant que nous sommes tous dans la société, concernés par la nécessité que chacun y trouve sa place. Il faut investir dans les entreprises adaptées, dans les ESAT... Il faut donner à ceux qui en ont besoin les moyens de rebondir par le travail, l'accompagnement, la formation. Mais c'est tout aussi important à mes yeux que l'inclusion devienne une responsabilité consubstantielle à l'activité de tout chef d'entreprise. Ce doit être une décision collective, comme pour la sécurité au travail. La commande publique est un levier évident. Les circulaires ne peuvent que créer un écosystème favorable. Mais cela

ne suffit pas. Il faut aussi former tous les dirigeants et simplifier la vie de tous les acteurs, grâce au rôle des intermédiaires tel le Gesat. Ce n'est pas au Ministère du travail de dire ce qu'il faut faire pour régler le problème de l'inclusion, c'est une responsabilité collective.

Le mot passerelle sera la base de la simplification. Au lieu d'avoir une multiplication de clauses, il faudra rechercher l'intégration plus large de la dimension sociale. Dans cette perspective, je ne voudrais pas laisser croire ...



THIBAUT GUILLY

Président du conseil de l'*Inclusion dans l'Emploi* (CIE)

... que l'administration joue le mauvais rôle. Tous les acteurs doivent se remettre en cause, les acteurs de l'insertion en premier lieu. Nous sommes tous des acteurs de l'insertion inclusive. C'est la condition pour échanger.

L'objectif aujourd'hui est de passer de 140 000 à 240 000 emplois dans l'insertion. Pour y parvenir, il faut développer 1,5 milliard de chiffre d'affaires. Le rôle des achats publics et privés est essentiel. Nous allons travailler, avec l'Etat également (DAGE – Direction des Achats de l'Etat) pour créer

des conditions plus simples et encourageantes. Les acheteurs seront les premiers à être consultés. Nous veillerons à ce que cette simplification ne devienne pas une complexification.

Il faut aussi arrêter de penser que vous ne pouvez pas trouver de solutions informatiques ou numériques dans l'ESS. On est à vos côtés, pour apporter des solutions concrètes et créer des emplois. J'espère que d'ici 2020 vous pourrez accéder à toutes les structures d'insertion sur la plateforme business en projet.

---

MOHAMED GNABALY

## Je précise avant toute chose que je suis maire de L'île-Saint-Denis (93)...

... et dirigeant d'une coopérative d'insertion : Novaedia. Je partage le point de vue de Thibault Guilluy, en ajoutant deux déclinaisons territoriales : territoire et coopération. En Seine-Saint Denis, nous avons le plus important taux de chômage de France et une concentration de population pauvre. Le concept d'inclusion à 360° me parle. La préoccupation que je porte en tant qu' élu est la suivante : comment permettre aux territoires de s'emparer de cette question ? Les maires ne peuvent pas agir seuls. Il faut donc se connaître et comprendre les enjeux, forces et faiblesses des uns et des autres. Il faut créer les conditions de confiance, surtout entre privé et public, pour pouvoir travailler ensemble. On constate aussi que les entreprises et l'administration ont des notions du temps assez différentes. L'autre sujet de fond est de réussir à croiser nos temps, pour travailler ensemble. Mon parcours m'a montré que nous travaillons malheureusement bien souvent les uns à côté des autres et non

les uns avec les autres. Le rôle des acteurs de l'ESS aujourd'hui est de créer des passerelles entre les différents mondes pour créer une ligne continue.

Quand on parle d'achat responsable, j'entends local, made in France, territoire... Les achats responsables sont un premier pas vers la transition écologique. Pour l'heure, il faut faire se rejoindre les ressources et les besoins sur nos territoires, avec une claire vision des avantages et inconvénients respectifs. Concernant les entreprises, la question est de savoir comment elles s'ancrent sur le territoire. Regardez vos achats et le quota qui est reversé sur ce dernier, pour assurer des transferts de charges au service de l'emploi et de l'attractivité. La durabilité est un cercle vertueux qui concilie les enjeux économiques, sociaux et environnementaux.





**DENIS CHARRIER**

Directeur général du Réseau Gesat

**DENIS CHARRIER**

## Le Réseau Gesat a 35 ans d'expérience...

... dans l'intermédiation économique. On constate que les ESAT et les EA ont beaucoup évolué, avec aujourd'hui près de 200 filières métiers. Il fut un temps, on en dénombrait deux. Le secteur sait donc être à l'écoute de ses clients, pour se repenser, se renouveler. Nous avons vu aujourd'hui qu'il y a de nouveaux défis à relever. Pour notre part, nous n'avons jamais vendu du handicap, mais plutôt 200 savoir-faire et opportunités d'achats ! C'est la première étape. La deuxième, c'est de parler de RSE. L'observatoire des Achats Responsables, qui vous a été remis à l'accueil, présente que le premier objectif RSE des entreprises est l'environnement, le second l'inclusion des personnes éloignées de l'emploi et le troisième le développement économique local. Il faut inverser cette pyramide. C'est une hérésie de penser que l'on fera de l'environnement une priorité sans parler de développement économique des territoires, sans créer de la valeur sur le terrain. Car c'est quand cette richesse est créée localement, qu'il est possible d'inclure les personnes éloignées de l'emploi. Dans cette perspective, il faut considérer qu'un partenaire ESAT ou EA coche déjà toutes ces cases de la RSE. C'est pour cela que tout au long de cette journée, nous avons voulu que l'ancrage territorial apparaisse comme un fil rouge. Ce n'est qu'un début. Le dialogue est entamé, il faut maintenant décloisonner. Dans cette démarche soyons réalistes, il y a des réalités économiques. L'entreprise n'est pas philanthrope et il apparaît toujours plus intéressant de rechercher les bas coûts. Mais les interventions du jour montrent qu'il est possible d'être une entreprise performante, concurrentielle sur son marché, en travaillant avec des personnes éloignées...



**MOHAMED GNABALY**

Vice-président de l'AMF

... de l'emploi et en étant respectueux de l'environnement. Lobodis nous a fourni un bel exemple concret. Ses produits sont aujourd'hui tout à fait concurrentiels comparés à d'autres cafés qui développent une démarche RSE aux antipodes de la sienne. On peut créer de la valeur en étant respectueux des hommes et de l'environnement. Les entreprises y trouvent déjà un intérêt et elles constateront demain que la demande elle-même mettra la pression pour consommer des produits et services responsables. Si une entreprise reste au stade de la RSE comme argument de communication, elle a la garantie de perdre des parts de marché futures. Regardons l'exemple d'Intermarché, qui va déréférencer 900 produits épinglés par l'application Yuka. Mais aussi les salariés d'Amazon, qui interpellent régulièrement leur dirigeant sur le manque de responsabilité de l'entreprise. Le marché se rappellera au bon souvenir des dirigeants!

Les ESAT et EA doivent donc travailler main dans la main avec des entreprises d'insertion, qui ont des savoir-faire complémentaires. C'est le sens de notre projet associatif révisé, qui s'élargit à l'univers de l'ESS en général. On le sait, les acheteurs que l'on accompagne aujourd'hui nous attendront demain sur ce terrain. Le secteur du travail protégé et adapté est diffus et à côté, on dénombre plus de 4000 acteurs de l'insertion. Les acheteurs sont peut-être frileux, mais il faut leur faciliter l'accès à

ces petits acteurs économiques et la mise en relation. Nous serons là pour ça. En tant qu'intermédiaire économique, nous avons conçu cette journée avec cette même approche : organiser la rencontre, poser des fondations, partager des expériences, mais surtout coconstruire et dupliquer à plus grande échelle des solutions qui ensemble apporteront forcément plus de réponses aux enjeux RSE des clients que la somme des approches aujourd'hui proposées indépendamment les unes des autres. Demain, nous poursuivrons naturellement dans cette voie en intégrant cette nouvelle donne sociétale, ces nouvelles attentes clients. Il nous faudra :

- accompagner les ESAT-EA dans leur démarche RSE,
- inviter les différents acteurs de l'ESS, je pense notamment aux acteurs de l'insertion, de l'écologie à co-construire des solutions encore plus responsables
- inciter les entreprises clientes à se lancer, les accompagner et leur faciliter les achats responsables!

Parce que tout est à bâtir, parce que l'intelligence collective fait naître des coopérations efficaces, ce n'est qu'ensemble – acteurs de l'insertion, du handicap, de l'écologie, des territoires mais aussi bien entendu entreprises clientes privées et publiques – que nous développerons les achats responsables demain.

---



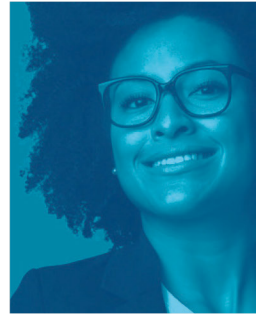
En partenariat avec



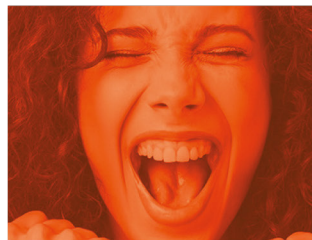
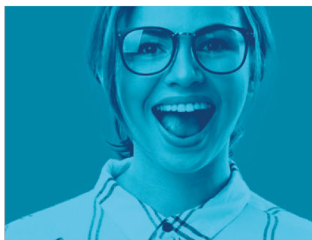
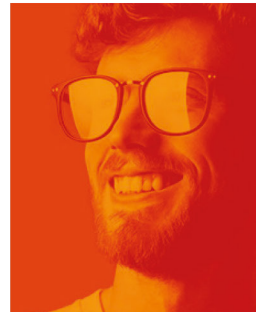


Publiez vos  
appels d'offres  
en un clin d'oeil

Identifiez des  
opportunités  
d'achats dans  
+ de 200 filières  
métiers



Sélectionnez  
votre futur prestataire  
parmi 2 250 ESAT et EA



Créez et  
enrichissez en  
ligne votre panel  
de prestataires  
responsables

simplifiez-vous les achats responsables sur  
**reseau-gesat.com**

LA 1<sup>ÈRE</sup> PLACE DE MARCHÉ QUI RÉUNIT ESAT, EA ET ENTREPRISES RESPONSABLES.